

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 25/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT-TRD

ZI
58 rue du 8 mai 1945
80800 VILLERS BRETONNEUX

Références : 2023-E20012
Code AIOT : 0005102590

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2022 dans l'établissement ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT-TRD implanté ZI 58 rue du 8 mai 1945 80800 VILLERS BRETONNEUX. L'inspection a été annoncée le 22/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT-TRD
- ZI 58 rue du 8 mai 1945 80800 VILLERS BRETONNEUX
- Code AIOT : 0005102590
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le centre TRD Ortec de Villers-Bretonneux est un centre de traitement de déchets dangereux. Un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation a été signé le 09/12/2021, puis modifié par APC du 04/11/2022.

L'inspection devait porter initialement sur le récolement de cet APC; néanmoins, les travaux de mise en service n'étant pas terminés, il a été décidé de réviser, avec l'exploitant, les conditions de surveillance des rejets.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Surveillance des rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets canalisés	Arrêté Préfectoral du 04/11/2022, article 3.2.3.2	/	Sans objet
2	Surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 04/11/2022, article 3.2.4.1	/	Sans objet
3	Surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 04/11/2022, article 3.2.4.2	/	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration	Arrêté Préfectoral du 04/11/2022, article 4.4.9.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en application de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 04/11/2022, sur les prescriptions relatives à la surveillance des rejets aqueux, a mis en évidence que des ajustements pouvaient être effectués, sans impacter la qualité de cette surveillance. L'exploitant pourra revenir vers l'inspection des installations classées avec ses propositions d'aménagements via un porter à connaissance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets canalisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2022, article 3.2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, conditions de respect des valeurs limite de rejet dans l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission définies à l'article 3.2.3.3 sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 10 % sur gaz sec.</p> <p>Lorsque les émissions de substances polluantes sont réduites par traitement des gaz de combustion, la valeur mesurée pour une substance polluante donnée n'est rapportée à la teneur en oxygène précisée plus haut que si celle-ci, mesurée au cours de la même période que la substance polluante concernée, dépasse la teneur standard en oxygène.</p>
Constats : La correction en oxygène (1er paragraphe) pose problème à l'exploitant pour la réalisation des mesures. Après vérification, l'arrêté ministériel du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED n'impose pas cette correction.
Observations : L'exploitant a la possibilité de demander la modification de cette prescription sur la base de l'arrêté ministériel IED précité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2022, article 3.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets canalisés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] En cas de 3 contrôles consécutifs conformes aux valeurs limite d'émissions visées à l'article 3.2.3.1 du présent arrêté, l'exploitant a la possibilité de solliciter une révision de la fréquence de surveillance de ces rejets.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il disposait de 3 contrôles consécutifs conformes et souhaitait une adaptation de la prescription. Il lui a été indiqué qu'il pouvait faire la demande de révision de la fréquence de surveillance de ces rejets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2022, article 3.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets diffus
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise, dans les 6 mois suivant la mise en service du site, des mesures de poussières et COV autour du site. Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réalisation. Ils sont accompagnés, le cas échéant de propositions d'actions correctives associées à un délai.
Constats : L'exploitant indique ne pas comprendre d'où provient cette prescription. il souhaite pouvoir utiliser le bilan massique ou une méthode calculatoire. Après vérification, l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED laisse le choix entre 3 méthodes: Mesures, facteurs d'émission ou bilan massique. Concernant le respect de la prescription actuelle, l'ensemble des nouvelles installations n'ayant pas été mises en service, elle n'est pas encore vérifiable.
Observations : L'exploitant a la possibilité de demander la modification de cette prescription sur la base de l'arrêté ministériel IED précité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduelles après épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2022, article 4.4.9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux industrielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux dans la station d'épuration communale: [...] Polluants classiques: 6 paramètres Eléments traces métalliques: 9 paramètres Autres paramètres minéraux: 18 paramètres Autres paramètres organiques: 9 paramètres Paramètres RSDE: 41 paramètres
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a fait part de ses difficultés pour faire réaliser ces analyses très nombreuses, de manière régulière. Les valeurs limites retenues dans l'arrêté sont issues, pour la quasi-totalité, de la convention passée entre TRD-ORTEC et la communauté de communes qui exploite la station d'épuration où sont rejetées les eaux. Si l'exploitant souhaite alléger le dispositif de surveillance, il lui appartient de se rapprocher de la communauté de communes du Val de Somme afin d'étudier, avec eux, une modification de la convention. Cette modification sera ensuite soumise à l'inspection des installations classées, afin d'harmoniser l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Observations : L'exploitant pourra utilement s'appuyer sur la méthodologie de recherche des substances dangereuses dans l'eau (RSDE), en faisant réaliser 1 mesure par mois, durant 6 mois, sur un échantillon prélevé pendant 24h représentatives du fonctionnement de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet